Document generated on 04/22/2025 3:49 p.m.

Bulletin d'histoire politique

Mouvement étudiant québécois: à la recherche des «années glorieuses»

Yanic Viau and Mathieu Denis

Volume 6, Number 2, Winter 1998

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1063656ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1063656ar

See table of contents

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Viau, Y. & Denis, M. (1998). Mouvement étudiant québécois: à la recherche des «années glorieuses». *Bulletin d'histoire politique*, *6*(2), 135–142. https://doi.org/10.7202/1063656ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Mouvement étudiant québécois: à la recherche des «années glorieuses»

•••

Yanic Viau,
baccalauréat en histoire, Université du Québec à Montréal

Mathieu Denis,
baccalauréat en histoire, Université d'Ottawa

Dans le dernier numéro du *Bulletin d'histoire politique*, Geneviève Mathieu lançait le débat sur l'importance de l'action sociale de la jeunesse québécoise, y compris des étudiants, ainsi que sur le sens et la forme pris par cette action (1). L'approche théorique dont se sert Geneviève Mathieu dans son article est relativement connue et il n'est pas de notre intention de nous y attarder. À l'occasion de l'article de Mathieu, plutôt qu'en réponse à celui-ci, nous souhaiterions simplement soulever quelques éléments d'analyse permettant de mieux apprécier les récentes expériences du mouvement étudiant québécois et, ce faisant, peut-être alimenter le débat plus général qu'elle a lancé.

Commençons d'abord par une mise en garde. Aucune histoire complète et rigoureuse du mouvement étudiant québécois n'existe à l'heure actuelle et ce manque est certainement lourdement ressenti, tant par quiconque s'intéresse à l'histoire politique et sociale du Québec, que par les étudiants qui militent dans leurs associations. Tant que cette histoire du mouvement étudiant québécois ne sera pas écrite, toute tentative d'analyse demeurera incomplète et contiendra une part de suppositions. Par exemple, si d'aucuns s'entendent pour dire que le mouvement étudiant traverse une période difficile présente-

ment, savons-nous vraiment quelle est la nature de cette «crise» et quelles en sont les causes profondes? Sommes-nous en mesure d'affirmer depuis combien de temps elle perdure précisément? Nous pouvons difficilement éviter les conséquences fâcheuses de ce manque.

Il est généralement affirmé que les «années 60» et les «années 70» furent les années de gloire du mouvement étudiant québécois. Pourtant, les récentes années furent riches en luttes et il ne faudrait pas sous-estimer les mobilisations qu'elles entraînèrent. Examinons brièvement à ce sujet quelques mobilisations de l'histoire récente. En novembre 1994, 15 000 étudiants se rassemblaient sur la colline parlementaire à Ottawa pour protester contre la «réforme Axworthy» qui annonçait d'importantes compressions dans tous les programmes sociaux et l'éducation supérieure, en partie fiancée par les subsides fédéraux. Ce rassemblement fut la plus importante manifestation étudiante pancanadienne de l'histoire. La Fédération étudiante universitaire québécoise (FEUQ (2) se présenta à Ottawa, à la tête d'une délégation d'environ 7000 étudiants, ce qui constituait évidemment un énorme succès. Le 20 septembre 1995, c'est une manifestation à la fois contre les compressions fédérales et provinciales et pour la souveraineté du Québec, qui rassemble plusieurs milliers d'étudiants à Montréal. Le 18 novembre 1996, les étudiants étaient 10 000, toujours dans les rues de Montréal, pour protester à nouveau contre les compressions dans le réseau de l'éducation annoncées par la ministre Marois. Qu'on nous corrige s'il ne s'agit pas de la plus importante manifestation étudiante québécoise de l'histoire. Quelques jours plutôt, ils avaient «occupé» le bureau de comté de Marois à Longueuil, au nombre de 5000 personnes. Au même moment, une quarantaine d'associations étudiantes collégiales et deux associations universitaires déclenchent une grève, forçant ainsi certains Cégeps à fermer leurs portes pendant plusieurs semaines (3). Cette grève se déroula pendant le fameux Sommet socio-économique convoqué par Lucien Bouchard, lors duquel les centrales syndicales donnèrent leur accord à un plan d'austérité prévoyant la réduction du déficit de l'État québécois à zéro en quatre ans. Les fédérations étudiantes collégiales et universitaires (FECQ et FEUQ), refusant avec la Fédération des femmes du Québec de Françoise David le prix à payer pour atteindre cet objectif, ont été les seuls participants à claquer la porte du sommet, malgré la menace de décote financière du Québec (sic) que leur ont formulé en privé des porte-parole gouvernementaux, si elles décidaient de «rompre le consensus».

Ces quelques exemples montrent, croyons-nous, que les mobilisations étudiantes de ces dernières années sont historiquement très importantes (4). Or, leur signification demeure sous-estimée. La perception générale des

observateurs reste inchangée: le mouvement étudiant est moribond, le temps des grandes mobilisations est révolu. Même si l'on s'efforce de relativiser cette seconde proposition, reconnaissons que nous partageons l'impression que le mouvement étudiant n'est qu'un pâle reflet de ce qu'il a déjà été. Comment comprendre cette apparence de contradiction?

En 1993, alors que la ministre de l'Enseignement supérieure et de la science de l'époque, Lucienne Robillard, décidait de diminuer grandement les services offerts aux étudiants collégiaux, de modifier les programmes pour les «adapter» aux exigences du marché du travail (lire: anglais obligatoire et moins de philosophie et de faire payer aux étudiants les frais des cours échoués), la grogne a été unanime et tout le monde s'attendait à une réponse musclée des étudiants. Pourtant, l'Association nationale des étudiantes et des étudiants du Québec (ANEEQ, aujourd'hui défunte) réussit à polariser le mouvement de protestation: toute sa stratégie découlait de l'explication que le désir d'une campagne large contre la réforme Robillard de la part des fédération étudiantes (FECQ et FEUQ), grâce à la mise sur pied d'un bureau d'information et de coordination, était trop timide et ne mènerait à rien. Il fallait plutôt, selon l'ANEEQ, mettre l'huile sur le feu en amorçant tout de suite un mouvement de grève dans ses quelques bastions, en espérant un effet de dominos sur les autres associations étudiantes. Les étudiants des Cégeps de Maisonneuve et de Rosemont débrayèrent effectivement, mais leur geste fut très peu suivi. La majeure partie des énergies lors de la réforme Robillard fut en fait dédiée à des luttes intestines entre associations étudiantes. La défaite des étudiants fut lamentable.

Ces divisions internes dans le mouvement étudiant québécois furent le principal responsable des échecs successifs des luttes étudiantes depuis la fin des années 1980. Comment expliquer alors, qu'à l'automne 1996, les étudiants du collégial se battirent vigoureusement, réussissant enfin dans une certaine mesure à passer outre les sempiternelles divisions? Certes, l'ANEEQ disparaissait au début 1994, mais un Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE) l'avait remplacée et semblait disposé à poursuivre les dénonciations des pratiques jugées trop conciliatrices des FECQ-FEUQ (5). Le MDE, fidèle à l'héritage idéologique et aux tactiques léguées par l'ANEEQ des dernières années, répétait depuis sa fondation que la FECQ et la FEUQ refuseraient de diriger une grève, surtout sous un gouvernement péquiste, les accusant de n'être qu'une couverture des jeunes du PQ. Cependant, les discours divergents des associations n'ont pas eu l'effet démobilisateur qu'ils avaient eu depuis plusieurs années. L'état d'esprit de la population étudiante avait changé. Bien que ce soit difficilement quantifiable, il semble clair que la

grogne était devenue si forte, le ras-le-bol si généralisé, que la contestation produisit par elle-même, presque «naturellement», les conditions de lutte unitaire, passant outre les divergences entre dirigeants étudiants. Le simple appel «non à la réforme Marois» trouva échos à travers le Québec, perçu partout comme la simple expression du «bon sens». Il s'agit d'un phénomène relativement récent (6).

Paradoxalement, ce qui a aidé à la réussite des grandes manifestations depuis 1994, et surtout de la grève des Cégeps de l'automne 1996, est la faiblesse relative des associations étudiantes, tant au niveau local que national. Actuellement, les associations étudiantes locales sont le plus souvent des structures de coordination et d'encadrement de certains aspects de la vie étudiante. Elles offrent des services. Par contre, en tant que représentantes de l'état d'esprit des étudiants, comme véhicules de leurs revendications, elles souffrent d'un manque de crédibilité. Le «poids moral» de leurs recommandations est généralement très faible, voire nul, au sein de la population étudiante et ainsi qu'auprès de leurs interlocuteurs gouvernementaux. Les étudiants ne croient pas en leurs associations, car celles-ci n'ont pas réussi depuis longtemps à incarner un outil d'action efficace, en remportant des victoires politiques significatives. À l'automne 1996, cette même réalité, cette même faiblesse, produisirent pourtant l'effet contraire des années passées. La grogne contre les mesures de Marois se généralisant, il fut assez facile de passer outre les positions de certains exécutifs réfractaires à la grève et de s'engager plutôt dans le mouvement amorcé (7). Le même schème d'explication s'applique pour les associations nationales (nous considérons ici sous certaines réserves le MDE comme l'une d'elles). Le sens de leur action est grandement remis en question par l'expérience des récentes années et l'accumulation des combats perdus qui les ont grandement affaiblies. Les associations nationales ressemblent davantage à un lieu de rencontres et de débats entre associations locales autonomes. Aucune des associations nationales ne rejetaient officiellement la grève à l'automne 1996, mais leurs appels à suivre le mouvement ónt-ils vraiment changé quoi que ce soit? Il est permis d'en douter.

La différence entre les actions récentes du mouvement étudiant québécois et celles des décennies précédentes, tient essentiellement en ce que le mécontentement des étudiants, leur conviction qu'il faut faire «quelque chose» d'important, tous ensemble, a réussi à dépasser les conditions qui faisaient se succéder les échecs depuis environs la fin des années 1980, alors que le ministre Claude Ryan «dégelait» les frais de scolarité à l'université. Mais la seule tenue de mobilisations massives ne constitue pas un objectif en soi et

ne demeure qu'un outil devant mener à la «victoire». La réforme Axworthy fut finalement adoptée, malgré l'importance de la mobilisation étudiante et sociale. En ce qui a trait à la réforme Marois, il est plus difficile de tirer des conclusions précises. La ministre a retiré sa menace de nouvelle hausse de frais de scolarité universitaires et d'introduction de frais similaires au collégial, mettant ainsi fin au mouvement de grève dans les Cégeps. Pourtant, la fin de la campagne s'est effectuée dans un enthousiasme tout relatif. Les étudiants avaient-ils perdu l'habitude de reconnaître une victoire quand ils en arrachaient une? Possible. Redoutaient-ils que la ministre n'ait opéré qu'une retraite «stratégique» et que sont projet de réduire de 800 millions de dollars le financement de l'éducation perdurait? Cela doit également être considéré.

Selon nous, il faut aussi se tourner une fois de plus du côté des associations étudiantes, locales et nationales, pour trouver une grande partie de l'explication. La grève tendait au début à redonner à ces associations leur rôle de représentantes et de porteuses réelles des revendications étudiantes. Instinctivement, c'est vers elles que les étudiants se sont tournés pour recevoir un minimum de coordination et d'organisation, quand le mouvement tendit à se généraliser et que la situation devint critique. Mais les représentants des associations étudiantes arrivaient difficilement à jouer ce rôle, nouveau pour eux. Ils apparaissaient déboussolés et incapables de faire face efficacement à la situation: devaient-ils s'entendre «nationalement» sur une série de revendications communes? Quelle stratégie allait être mise de l'avant? Jusqu'où le mouvement devait-il aller? Autant de questions que la situation posait de façon pressante, mais qui ne trouvèrent pas de solution définitive (8). L'appel à la grève lancé par la FECQ résonna simplement comme une voix supplémentaire allant dans le sens général du mouvement; il ne s'agissait pas là de la coordination nationale qui canaliserait les efforts réalisés par les étudiants de chaque Cégep. Preuve en est la prise en charge à Montréal de la mobilisation à l'échelle régionale par la Coalition étudiante du Montréal métropolitain, coalition temporaire, non-partisane et ouverte à toutes les associations, de laquelle les regroupements étudiants nationaux existants ont été délibérément exclus. Même parmi les associations membres de la FECQ et de la FEUQ, il n'y avait pas unanimité sur le désir réel et surtout la capacité de ces dernières à prendre en charge une mobilisation générale. Le manque de coordination et d'orientation se fit sentir jusqu'à la toute fin du mouvement de grève. Celui-ci se termina par une victoire relative certes, mais malgré tout en queue de poisson et dans une certaine confusion: la plupart des étudiants retournèrent en classe, cependant que d'autres préféraient continuer la grève... La victoire étudiante ne fut pas clairement soulignée pour ce qu'elle était. La FECQ n'a d'ailleurs effectué

aucun retour, ni présenté aucune analyse de la grève de 1996. Si tel avait été le cas, peut-être les étudiants sauraient-ils davantage ce qu'a signifié le combat de l'automne dernier et où ils en sont aujourd'hui (9). Peut-être qu'avec plus de coordination et d'orientation venant d'une organisation nationale, les étudiants auraient-ils clairement su jusqu'où ils devaient se battre, à quel signe ils allaient reconnaître leur rapport de force et leur victoire.

Concluons simplement en précisant que l'impossibilité pour les associations étudiantes locales et nationales d'organiser et canaliser la force des récentes mobilisations étudiantes (principalement ressentie lors de la grève des Cégeps de 1996), apparaît non seulement comme le résultat de la faible compréhension de la signification des événements par les gens alors en place dans les associations étudiantes, mais cette faiblesse résultait elle-même du poids que représentait l'héritage des dernières années, i.e. le conservatisme ambiant des années 1980 et 1990 et les défaites successives des luttes étudiantes. Il serait d'ailleurs intéressant de voir ce que l'histoire retiendra de la grève étudiante de l'automne 1996. Peut-être celle-ci témoigne-t-elle d'un certain changement d'état d'esprit qui s'opère dans la population? Est-ce le premier signe d'une mécontentement social appelé à s'accentuer? Par ailleurs, nous sommes loin de constater un consensus, chez les représentants étudiants, quant à la nature d'une association étudiante locale, de son mandat et de ses responsabilités. Centre de services, syndicat étudiant, organisatrice de la vie étudiante? Ces questions sont si peu débattues par le mouvement étudiant que lorsque les événements les posent concrètement, le manque de réponses claires tend à devenir un obstacle à l'avancement de la condition étudiante. Idem pour les organisations nationales: quel type de regroupement national les étudiants veulent-ils? Quels rôles doit-il jouer? Quelles stratégies doit-il adopter? Les coalitions souples et temporaires doivent-elles être systématiquement privilégiées au regroupement organique des associations? Si les récentes mobilisations ont démontré la nécessité pour le mouvement étu-diant de combattre de façon unitaire, condition sine qua non pour des victoires éventuelles, celui-ci ne peut plus éviter de se poser ces questions et d'en débattre, à la lumière de ses récents succès.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Geneviève Mathieu, «Le *No Future*? Non merci!», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 6, no 5 (automne 1997), pp. 58-61.

2. En 1989, quelques associations étudiantes quittaient l'ANEEQ pour fonder deux associations étudiantes nationales «concurrentes», la Fédération étudiantes universitaires du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Celles-ci ont aujourd'hui remplacé la défunte ANEEQ (qui n'a même pas pu atteindre le quorum lors de son congrès de dissolution en janvier 1994) comme «interlocuteur» avec le gouvernement du Québec.

3. Lors du mouvement de grèves de novembre, intermittant à plusieurs endroits, les revendications générales étaient: «Gel des frais de scolarité à l'université, maintien de la gratuité au collégial, contre la cote R [mode de sélection particulièrement complexe, fondé entre autres sur le classement des institutions]». Plus de 42 Cégeps et deux universités (la majorité de l'UQAM et Concordia) ont été en grève pendant au moins une journée, quelques-uns pendant deux à trois semaines.

4. Nous pourrions énumérer d'autre exemples qui ne touchent pas directement le mouvement étudiant. Ainsi, plusieurs observateurs furent surpris de la participation enthousiaste de la jeunesse québécoise à la campagne référendaire de 1995. Dans les Cégeps et les universités, la série de conférences de Michel Chartrand, Pierre Falardeau et autres personnalités politiques et artistiques en faveur du OUI eurent beaucoup de succès. Jacques Parizeau s'est réjoui à plusieurs reprises de voir que la jeunesse québécoise reprenait le combat pour l'indépendance. Les observateurs étaient surpris, parce qu'ils partageaient cette vision générale d'une jeunesse québécoise politiquement désengagée, qui ne constituerait donc plus — contrairement à la jeunesse des fameuses «années 1970» — une force sociale.

5. Parmi les fondateurs du Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE), mis sur pied en mars 1995, on retrouve des anciens dirigeants de l'ANEEQ, notamment Claude Rioux et Benoît Renaud. Le statut et la composition du MDE restent ambigus: outre ses deux «bastions» que sont les associations des Cégeps de Maisonneuve et Saint-Laurent, il existe des membres en règle, cotisants, et des membres sympathisants. Le MDE se veut d'abord un regroupement d'individus, mais accepte comme membre des associations étudiantes de diverses instances. Lors de ses congrès, chaque membre possède un vote: une association numériquement plus importante n'a pas un plus grand poids qu'une autre association. Le MDE se proclame volontiers «radical» et privilégie les débats comme les actions d'éclat.

6. Contrairement à leurs consœurs universitaires, la majorité des associations étudiantes collégiales n'est affiliée à aucun des regroupements étudiants nationaux.

7. C'est ainsi que les étudiants des Cégeps Bois-de-Boulogne et Jean-de-Brébeuf, habituellement réputés pour leur réserve face à la mobilisation, suivirent le mouvement de grève.

8. Nous nous souvenons entre autre d'une réunion assez pénible du conseil d'administration de la FECQ (réunissant les délégués des associations membres), tenue à Gatineau en novembre 1996 en plein mouvement de grève des Cégeps, au cours de laquelle les

représentants étudiants réussirent à tenir une fin de semaine complète de réunions sans parler de stratégie, de revendications ou d'objectifs, se perdant dans la refonte du programme de la fédération. Visiblement, on semblait incapable de faire face à la situation. On s'en est tenu à une simple réunion de routine, alors que les étudiants québécois attendaient qu'une coordination efficace de tout le mouvement se mette en place.

9. Le MDE a sa propre analyse de la grève de novembre 1996. Dans un premier temps, il dénonçait les fédérations étudiantes qui se seraient réjouies abusivement en considérant le «simple» gel des frais de scolarité universitaires comme une certaine victoire. Il proclame aujourd'hui que non seulement le mouvement a été victorieux, mais qu'il l'a été parce que des associations de cégeps associées au MDE en ont été les initiateurs en déclenchant subitement et isolément la grève. Pourtant l'entrée en grève du Cégep du Vieux-Montréal, alors non-affilié au MDE, semble avoir eu une influence déterminante. Cette analyse mena par exemple les étudiants du Cégep de Maisonneuve à déclencher une nouvelle grève en octobre 1997, espérant recréer le mouvement de l'année dernière. Les résultats escomptés ne se sont pas produits: aucun mouvement n'a suivi et les médias ne leur ont accordé peu près aucune couverture.